

**POLITIQUE D'URBANISATION, DÉPLACEMENT INTERNE
ET CONFLIT ARMÉ DANS L'EST DE LA RDC :
L'HISTOIRE DE KITCHANGA¹**

Gillian Mathys & Karen Büscher²

**Introduction : les villes émergentes au centre du
déplacement interne et conflit armé**

Le 6 mars 2010, une partie de la population de Kitchanga, une agglomération située dans la province du Nord-Kivu en RDC, descend dans la rue afin de réclamer le statut de ville. Des centaines de manifestants revendiquent ce statut, parce que Kitchanga a vu sa population doubler en moins de cinq ans (Radio Okapi 2010). Au début des années 1990, durant la guerre civile, Kitchanga, un petit village d'importance économique (et politique) assez limitée, se développe, en une ville comptant une population estimée à environ 80 000 personnes (Mediacongo.net 2016)³. La ville se distingue de son environnement rural par le développement relatif de son infrastructure, du commerce et des marchés économiques.

Son expansion est le résultat direct des conflits armés et du déplacement (forcé) de populations. Depuis le début de la guerre civile congolaise au début des années 1990 (voir ci-dessous), en effet, l'immigration et le déplacement interne ont été au centre du développement de cette agglomération. Sa composition sociodémographique, son profil économique et sa dynamique politique sont fortement influencés par sa position de « lieu de refuge ». Les déplacés se sont installés au centre (la cité) ainsi que dans les

¹ Dédié à la mémoire de Luc Nkulula, notre ami, chercheur et activiste, qui était l'un des chercheurs ayant facilité cette recherche. On ne t'oubliera jamais. Les recherches au Congo ont été facilitées par la subvention du NWO-WOTRO (W 08.400.104) au projet « Looking through the lens of land ». Nous remercions Mathijs Van Leeuwen, Gemma van der Haar, et Lotje Devries pour le soutien apporté à nos recherches. Nous remercions en particulier O.N. et J.A.N., ainsi qu'une personne anonyme pour leur soutien, indispensable durant la récolte des données. Cette étude s'appuie sur les données et l'analyse combinée de deux études antérieures : Mathys & Büscher 2018 ; Büscher & Mathys 2018.

² Affiliés à l'Université de Gand.

³ Nous croyons que cette estimation est plus correcte que les chiffres officiels. Quelques estimations parlent même de 120 000 (voir IRIN 2013).

camps de déplacés, Kahe et Mungote, devenant ainsi les principaux moteurs de l'expansion et de la transformation de la ville.

Kitchanga n'est qu'un exemple, parmi d'autres, des « villes émergentes » ou *boomtowns*, qui caractérisent l'Est du Congo à l'heure actuelle. D'autres exemples de cette forme d'urbanisation sont Hombo (Kalehe, Sud-Kivu), Faraje (Haut-Uele), Rubaya (Masisi, Nord-Kivu) et Nyabibwe (Kalehe, Sud-Kivu). Ces « villes émergentes » représentent des centres politiques et économiques importants dans la région, ainsi que des lieux de contestation politico-militaire. Malgré leur importance au sein des dynamiques politiques actuelles, ces villes sont cependant ignorées par les acteurs politiques et académiques.

Ce chapitre constitue une contribution à l'étude de l'urbanisation des « villes émergentes » dans un contexte de conflit armé. Nous considérons ce processus d'urbanisation comme une croissance démographique, spatiale et économique soudaine et rapide de villages ruraux, du fait de la recherche de protection et de moyens de subsistance, dans un contexte de violence et de militarisation. La littérature sur les villes d'expansion rapide en Afrique se concentre principalement sur les villes frontalières et les villes minières, dans lesquelles le commerce transfrontalier ou l'extraction de minerais sont les principales dynamiques transformant des lieux auparavant marginaux en espaces urbains dynamiques (Dobler 2009 ; Bertrand & Dubresson 1997 ; Bryceson & Mackinnon 2012). En dehors du travail d'Udelsmann Rodrigues (2017), la relation entre l'urbanisation de ces villes émergentes et les dynamiques du conflit armé est rarement explicitement étudiée. Notre étude de Kitchanga contribue ainsi à combler les lacunes de cette littérature.

Comme expliqué ailleurs, nous devons examiner la dynamique des conflits violents pour comprendre les processus d'urbanisation actuels en Afrique (Büscher 2018a et 2018b). Dans le même ordre d'idées, la dynamique des conflits violents est essentielle pour saisir le rôle et l'importance de ces petites villes dans les processus actuels de transformation rurale-urbaine en Afrique. Dans de vastes régions du continent, les schémas de mobilité et de migration sont dictés par la violence et l'insécurité, qui déterminent les aspects spatiaux de l'évolution des liens entre zones rurales et urbaines. Les conflits violents et les déplacements forcés dans des pays tels que l'Ouganda, le Soudan du Sud ou la RDC entraînent une urbanisation (souvent rapide et incontrôlée) de sociétés autrefois rurales (Bakewell & Bonfiglio 2013 ; Branch 2013). Les petites villes apparaissent, dans ce contexte, sous la forme de nouvelles configurations urbaines, générant de nouvelles identités urbaines, de nouveaux paysages et de nouveaux arrangements institutionnels, qui donnent naissance à des contestations politiques (cf. *infra*).

Dans les provinces du Kivu, elles sont devenues des centres dynamiques de développement, d'échange et d'accumulation, mais aussi des

nœuds stratégiques de mobilisation armée et de déplacement forcé. Dans un contexte de militarisation profonde et de mobilisation violente des identités ethniques, l'urbanisation des villes émergentes est ainsi étroitement liée au conflit armé.

En réponse à un appel académique de De Boeck *et al.* (2010) à prendre en compte les « villes secondaires » en tant que sites de recherche cruciaux pour comprendre les dynamiques urbaines actuelles en RDC, des recherches importantes ont été menées dans plusieurs villes de province de taille moyenne, y compris à l'Est (De Boeck *et al.* 2010 ; Geenen 2012 ; Peyton 2018).

Cette étude affirme également que pour bien comprendre la relation existant entre l'urbanisation et les conflits armés dans l'Est du Congo, il ne suffit pas de regarder les grandes villes comme Goma et Bukavu (Banque mondiale 2018), mais il faut aussi analyser les transformations urbaines « cachées » et secondaires dans les zones rurales. La prolifération de ces nouvelles villes en plein essor – qui n'existaient pas avant la guerre – est le résultat d'un processus d'urbanisation important qui résulte directement de ce pouvoir transformatif du conflit violent. À travers leur transformation, de nouveaux marchés urbains, de nouveaux systèmes d'accumulation et de profit, et des nouvelles formes de gouvernance urbaine ont émergé. Avec des chiffres de population compris entre 20 000 et 100 000 habitants, ces villes ont émergé dans les zones rurales des provinces du Kivu en raison de la mobilité des personnes à la recherche de protection et de moyens de subsistance. Certaines de ces villes se sont développées et ont « explosé » autour d'un camp de réfugiés ou de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, d'autres autour de carrières minières, et d'autres encore autour des axes commerciaux.

Comme c'est le cas de Kitchanga, certaines de ces *boomtowns* revendiquent également le statut de ville en fonction de leur taille démographique, car le nombre d'habitants est l'un des critères de la « loi de la décentralisation » de 2008 pour pouvoir devenir une commune (Englebert & Kasongo 2015 ; RDC 2008). Cependant, dans les provinces du Kivu, caractérisées par des luttes de représentation politique et de contrôle territorial, cette revendication a souvent un caractère politique. Dans le cas de Kitchanga, par exemple, la manifestation réclamant le statut de ville est suspectée d'avoir été conçue et utilisée « ethniquement » (voir ci-dessous).

La croissance de Kitchanga révèle une tendance à l'urbanisation différente de celle des villes nées des centres urbains coloniaux, dans une province qui était plutôt rurale avant les guerres. Comme la littérature l'a démontré, bien que des villes secondaires occupent souvent une position faible et périphérique sur les cartes nationales, elles occupent souvent la première place au sein de réseaux régionaux, transnationaux et même globaux invisibles (De Boeck *et al.* 2010).

Dans le processus politique actuel de décentralisation, ces petites villes jouent un rôle crucial en tant que localités décentralisées qui devraient, en théorie, être investies d'un pouvoir institutionnel. Un rapport récent de la Banque mondiale indique que le processus d'urbanisation en cours en RDC occupera « une place centrale dans le développement du pays » et que « le moment est venu pour les acteurs politiques congolais d'investir dans ces villes pour qu'elles deviennent des moteurs de la transformation structurelle du pays et de l'intégration des marchés africains et mondiaux » (Banque mondiale 2018 : 1-2). Par conséquent, ces petites villes – et pas seulement les plus grandes – méritent une attention particulière des chercheurs et des décideurs locaux, nationaux et internationaux impliqués dans les processus de développement et de consolidation de la paix en RDC.

Une analyse historique de Kitchanga démontre que ces agglomérations jouent un rôle important dans la politique spatiale de déplacement interne et de migration au Nord-Kivu. Des politiciens, d'autres élites et des groupes armés ont utilisé la présence, la mobilité et l'installation de réfugiés et de personnes déplacées dans et autour de Kitchanga pour une mobilisation politique. Après un récit historique de son développement entre les années 1990 et 2016, cette étude présente les différentes « étapes » de la trajectoire d'urbanisation de Kitchanga : elle est passée d'un lieu de refuge à un quartier rebelle, puis à un champ de bataille violent, pour devenir une « ville » contestée. Chaque épisode présente un angle particulier d'approche qui permet d'étudier la présence et l'installation permanente contestée, politisée et militarisée des réfugiés et des personnes déplacées. Avec sa population très mobile, un grand nombre de personnes déplacées, une longue histoire de migration transfrontalière et une mobilisation politique autour du discours de « l'autochtonie », la province du Nord-Kivu offre un cadre de recherche particulièrement intéressant.

L'étude s'appuie sur des données empiriques ; d'une part, elle est basée sur plus de huit années d'expérience de recherche ethnographique et historique sur la dynamique des conflits violents, l'urbanisation et la mobilité dans la région du Nord-Kivu ; d'autre part, elle utilise aussi des données d'entretiens semi-structurés effectués à Kitchanga en février-mars 2015 et mai 2016 avec l'aide indispensable de plusieurs chercheurs.

1. Les ambiguïtés de l'urbanisation de refuge

Kitchanga est situé dans les collines du Nord-Kivu surplombant le lac Kivu. La ville est à cheval sur les territoires de Masisi et de Rutshuru. Sur le terrain, cependant, cette division administrative est physiquement presque impossible à cerner, et Kitchanga se présente comme une agglomération indivisée. La partie Masisi de Kitchanga est le siège actuel – mais pas historique – des autorités coutumières de la famille royale hunde Bashali. Alors

que des personnes d'origines ethniques diverses sont présentes dans cette partie de Kitchanga – principalement les Nyanga, Tembo et Nande – c'est l'une des plus grandes agglomérations où les Hunde sont majoritaires à Masisi.

Du côté de Rutshuru, la population de Kitchanga est principalement constituée de Hutu et de Tutsi, bien que des Hunde et d'autres groupes ethniques soient également présents. Au cours des vingt dernières années, la ville a connu une expansion démographique rapide. La nature de l'infrastructure des logements (outre les maisons en bois, les maisons en brique, les maisons à plusieurs étages), la présence de routes, de services publics et une économie locale diversifiée avec plusieurs activités commerciales, font que Kitchanga est considérée comme « ville », tant par ses habitants, que par des gens des alentours.

En 2015, les chiffres officiels de la population disponibles pour Kitchanga étaient de 18 927 pour la partie située à Masisi et de 25 157 pour la partie située à Rutshuru, sans compter la population dans les sites de déplacés de Kahe et Mungote riverains de Kitchanga. Dans le territoire de Rutshuru, le site de Kahe abritait 5760 personnes déplacées et certains réfugiés venaient du Rwanda ; le site de Mungote à Masisi abritait 14 599 personnes en 2015 (CCM 2015). Les chiffres démographiques réels (à l'exclusion des sites de déplacés internes) étaient probablement plus élevés et plus proches de 80 000.

Comme c'est le cas ailleurs dans la province du Kivu, ces statistiques démographiques demeurent une base importante pour revendiquer le statut « urbain »⁴. Outre sa composition démographique, un certain nombre de caractéristiques spatiales et socioéconomiques de Kitchanga reflètent le fait que la ville est née de la présence prolongée de réfugiés et de personnes déplacées. Le site de Mungote a vu le jour entre 2007 et 2009 pendant les affrontements entre le mouvement rebelle du CNDP (Congrès national pour la défense du peuple), l'armée congolaise et d'autres groupes armés. Sa population est principalement constituée de Hutu congolais mêlés à des Tutsi congolais. Le site de Kahe a été officiellement reconnu comme camp des déplacés pendant la même période (janvier 2008). Il a également accueilli les réfugiés congolais venant des camps de réfugiés au Rwanda dès 2002. La population de Kahe était jusqu'à 2016 considérée comme majoritairement tutsi.

Dans un sondage réalisé en 2015, 39 % des personnes déplacées à Kahe et 28 % de celles déplacées à Mungote ont indiqué qu'elles souhaitaient

⁴ Plus précisément, une localité peut devenir commune si elle compte au moins 20 000 habitants. Pour devenir une ville, 100 000 habitants et certaines infrastructures sociales et économiques sont nécessaires (voir Loi organique, RDC 2008).

Montclos & Mwangi Kagwanja 2000). Beaucoup de personnes déplacées citent des opportunités commerciales – qui peuvent compléter ou remplacer les activités agricoles – comme une des raisons de rester à Kitchanga. L'économie humanitaire (par laquelle les déplacés recevaient de l'argent plutôt que des biens) renforçait également la circulation du capital et les transactions commerciales dans la ville.

Néanmoins, l'aide humanitaire dans les camps de déplacés est parfois aussi une source de tension.

« Nous voyons facilement la différence dans les camps de déplacés, dans les camps Kahe et Mungote, on donne la nourriture et l'aide humanitaires, et ces camps sont occupés essentiellement par les Hutu et les Tutsi lorsque les autres communautés (Hunde) ont des problèmes on ne les vient jamais en aide, c'est le cas le 27 mars 2012 [*sic*] Kitchanga a été brûlé mais chacun s'est engagé pour reconstruire sa maison⁸. »

Ceci montre les tensions existantes entre les déplacés et les communautés « d'accueil » ou « autochtones », même si la densité démographique dans la cité est elle-même partiellement le résultat d'une dynamique antérieure de déplacement forcé. La présence des camps, en tant que concentration démographique des rwandophones (Hutu et Tutsi), est une question très controversée à Kitchanga. Ces rwandophones sont souvent bien conscients de cette cohabitation problématique avec la communauté hunde. Comme l'a exprimé un déplacé du camp de Mungote :

« Il y a des gens qui veulent rentrer, mais à condition qu'on ramène la paix chez eux ; une partie des gens veulent rester ici, surtout moi, j'ai déjà une parcelle à Kitchanga ; je préfère ne plus rentrer, ici c'est mieux pour moi, ceux qui ont des activités commerciales ou champêtres qui marchent déjà à Kitchanga ne voudront pas non plus rentrer dans leur village. Le seul obstacle auquel nous faisons face ici, c'est la cohabitation avec nos frères hunde qui est encore très fragile, qui pourrait même aboutir à d'autres guerres ethniques si nous ne nous acceptons pas mutuellement⁹. »

À la suite d'incidents de sécurité, ces tensions peuvent vite dégénérer. En février 2015, par exemple, après que trois personnes de la communauté hunde eurent été tuées pendant un deuil, les tensions entre la population de la cité de Kitchanga et celle du camp Mungote ont éclaté, lorsque la rumeur circula que les assaillants venaient du camp (UNOCHA 2015). Selon des habitants du camp Mungote, à la suite de ces tueries, il y aurait eu des plans visant à incendier le camp¹⁰. Bien que cela ne puisse être confirmé,

⁸ Entretien avec un membre des autorités coutumières, Kitchanga, février 2015.

⁹ Entretien avec un déplacé, Mungote, avril 2015.

¹⁰ Entretien avec un déplacé, Mungote, mars 2015.

s'intégrer localement (RDC, Ministère de l'Agriculture 2015 : 7). Ce pourcentage est probablement bien plus élevé parmi les personnes déplacées en dehors de ces camps, hébergées dans des familles d'accueil. Alors que de nombreux déplacés dans les camps citent « l'insécurité » ou « les conflits fonciers » comme raisons de ne pas retourner dans leur localité d'origine, d'autres ont admis rester parce que « la vie à Kitchanga offre plus d'opportunités⁵ ».

Le développement des camps de déplacés n'a pas seulement conduit à la croissance de la ville de Kitchanga ; ils se sont de plus en plus « urbanisés » eux-mêmes. Les infrastructures temporaires sont devenues plus permanentes, les services et les marchés se sont graduellement développés. Ce développement exprime un engagement à long terme des habitants à leur endroit de vie, et les « cités provisoires » se transforment en établissements plus permanents (Jansen 2018 ; Perouse de Montclos & Mwangi Kagwanja 2000).

Aujourd'hui, plusieurs personnes déplacées achètent des parcelles dans la ville ainsi que dans les camps de déplacés. Même les personnes dites « autochtones » achètent des parcelles dans les camps⁶. Il semble que les propriétaires fonciers des terrains sur lesquels les camps ont été construits encouragent activement les personnes déplacées à acheter des terres. Les déplacés du site de Mungote indiquent qu'ils ont été approchés par les propriétaires fonciers à cet égard⁷. Cela indique que la transformation spatiale de Kitchanga, et sa trajectoire vers une agglomération plus « permanente » n'est pas seulement le résultat des stratégies de subsistance des déplacés, mais aussi de celles des élites locales et externes.

Les terrains morcelés étant plus chers que les terres agricoles, la croissance de Kitchanga a mené à la commercialisation des terres. Nous observons des dynamiques similaires dans d'autres zones urbanisées à l'Est du Congo (Büscher 2012 ; Markus *et al.* 2015). L'installation permanente des déplacés n'est pas le seul effet « urbain » du déplacement forcé à Kitchanga. Comme observé dans des cas similaires, la grande concentration de la population et le développement d'une industrie humanitaire offrent une opportunité d'investissement pour toutes sortes d'activités commerciales et de services (boutiques, restauration, hôtels et restaurants, pharmacies, etc.) débouchant sur une économie locale diversifiée (Jansen 2018).

Il a été démontré que l'urbanisation émergente dans des « *camp-cities* » pareils est fortement liée à la concentration des infrastructures, aux activités économiques et à la diversification des moyens de subsistance (Perouse de

⁵ Plusieurs entretiens avec des déplacés, Kitchanga, mars et mai 2015.

⁶ Entretien avec un déplacé, Kahe ; interview d'un déplacé, Mungote, mars 2015.

⁷ Entretien avec un déplacé, Mungote, mars 2015.

les membres de la communauté hunde ont voulu manifester contre ces meurtres, mais ont dû être calmés par le *mwami* (roi coutumier) et la police (UNOCHA 2015). Après ces incidents, Mungote a été bouclé par la police, qui y a cherché des armes.

Les rumeurs sur les stocks d'armes dans les camps ne font pas exception, tout comme les allégations selon lesquelles des membres de groupes armés auraient trouvé refuge dans ces camps¹¹. Pour les habitants de la cité, les camps de Kitchanga sont parfois considérés comme des sources d'insécurité, notamment parce qu'ils échappent au contrôle des autorités locales :

« Les camps sont politisés. [...] Les camps ne sont pas contrôlés par les autorités locales, ils n'ont pas le même pouvoir là. De plus, nous savons que les camps déstabilisent ce milieu. Les autorités n'ont pas d'emprise sur le camp. L'administration des camps ne dépend pas d'elles [autorités locales]. Ils sont libres. Les camps sont occupés par un groupe ethnique. Ils sont libres de faire ce qu'ils veulent dans les camps¹². »

2. L'importance de l'histoire : la politique de l'autochtonie

Ces paroles sont une bonne illustration de l'ambiguïté des villes émergentes comme Kitchanga ; d'une part, elles incarnent la sécurité et la protection, d'autre part elles sont considérées comme une source d'insécurité et de violence (Beall, Goodfellow & Rodgers 2011 ; Boas & Dunn 2014 ; Branch 2013). Pourtant, la politisation du déplacement forcé va bien au-delà de l'histoire récente des camps de déplacés de Kahe et Mungote. L'émergence de Kitchanga en tant que site de contestation politique entre les Hunde et les rwandophones est le résultat d'un processus historique de migration et de déplacement au Nord-Kivu.

Au cours du XIX^e siècle, la majorité des habitants des montagnes de Masisi, où se trouve Kitchanga, étaient des Hunde, organisés en petites communautés. La partie de Kitchanga actuellement située à Masisi était gouvernée par la famille royale Bashali (Murairi 2005). Les terres de Masisi étaient très propices aux plantations agricoles. Néanmoins, pour pouvoir en tirer profit dans l'économie coloniale, un besoin de main-d'œuvre se faisait sentir. Ainsi, à partir de 1937, l'Administration belge a planifié et organisé un mouvement migratoire d'une main-d'œuvre provenant du Rwanda voisin vers Masisi (Mararo 1990 ; Tegera 2009). Ces « Banyarwanda » (Hutu et Tutsi) se sont d'abord installés principalement dans la chefferie de Gishari, une chefferie érigée par les autorités coloniales sur des terres appartenant auparavant aux Hunde. Ils ont ensuite été administrés par un chef rwandais

¹¹ Observations et conversations informelles, mars 2015, avril 2016.

¹² Entretien avec un membre de la société civile hunde, Kitchanga, février 2015.

qui avait accompagné ces travailleurs migrants. D'autres Banyarwanda se sont installés dans ce qui est aujourd'hui la chefferie Bashali sous le contrôle des chefs hunde, et souvent aussi directement sur les plantations où ils travaillaient (Rapports annuels Masisi des années 1940 et 1950).

Plus de 100 000 Banyarwanda se sont ainsi installés au Nord-Kivu pendant la période coloniale (Delcourt 1953). Aujourd'hui, leurs descendants sont localement appelés parfois « immigrés » ou « transplantés ». Leurs origines rwandaises ont eu d'importantes ramifications sur la politique identitaire, car ils sont aujourd'hui considérés comme « non-autochtones » (Huening 2013 ; Jackson 2013, 2007 ; Nguya-Ndila Malengana 2001). Dans cette étude, quand nous parlons de la période postcoloniale, nous utilisons le terme de « rwandophone » pour ce groupe, bien que de nombreux autres « rwandophones » fussent présents au Congo avant que ses frontières politiques ne soient tracées.

Il semble que ce soient les Belges qui aient introduit l'idée de considérer les immigrants hutu et tutsi comme des « non-autochtones » (Mathys 2017). En 1957, ils sont revenus sur leur décision d'organiser ces Banyarwanda dans une chefferie indépendante et ils ont aboli la chefferie de Gishari (Mararo 1997). Après cette abolition, les Banyarwanda de Masisi n'ont pratiquement plus eu d'autorité coutumière qui pouvait les représenter. Comme démontré plus loin, l'absence d'une telle représentation « coutumière » fut (et est toujours) un facteur important dans la lutte pour la représentation politique des rwandophones à Masisi.

Surtout à Masisi, la compétition électorale et les luttes locales autour des ressources, de la terre et de l'autorité publique ont souvent abouti à des divisions profondes entre, d'une part, ceux appelés « autochtones » (statut revendiqué par les Hunde, les Tembo, les Nyanga) et, d'autre part, les « Banyarwanda » ou rwandophones (les communautés hutu et tutsi). Ils se sont affrontés pour la première fois entre 1963 et 1965, à la suite des élections locales, au cours de ce qu'on a appelé la « guerre Kanyarwanda » (Lemarchand 1970 ; Mararo 1997).

À cette époque, Kitchanga était composé principalement des personnes qui s'y étaient installées pour travailler comme main-d'œuvre dans les plantations¹³. Kitchanga – qui deviendra graduellement plus important dans les années après l'indépendance – était un petit village avec très peu d'habitants, utilisé par les voyageurs entre Goma et les centres plus importants à cette époque, Pinga, Mweso et Birambizo. Il avait cependant déjà une certaine importance commerciale, car il était situé à la jonction de plusieurs routes de transport vers des centres tels que Goma et Butembo¹⁴.

¹³ Entretien avec un entrepreneur, Kitchanga, mai 2016.

¹⁴ Entretien avec un entrepreneur, Kitchanga, mai 2016.

Ce n'est que dans les années 1990 et au cours de la Première et de la Deuxième Guerre du Congo que Kitchanga devint progressivement plus important. À partir de cette période, les différentes phases de violence au Nord-Kivu ont provoqué des mouvements de population à grande échelle, des centaines de milliers de personnes ayant fui leur foyer pour se protéger. Dans ce contexte de déplacement forcé, Kitchanga s'est transformé de plus en plus en « lieu de refuge », attirant des personnes déplacées de différentes origines ethniques. Ces changements démographiques ont également influencé les antagonismes historiques.

3. Kitchanga comme ville-refuge : un site de protection et de mobilisation

La politique du déplacement interne, et la dynamique de protection expliquent en grande partie les mouvements de population à Kitchanga. Ces dynamiques ont fait de Kitchanga un espace important de mobilisation, souvent autour des notions d'identité, et en font un site stratégique de pouvoir des élites. Entre 1992 et 1994, un conflit local a éclaté à Masisi. Les populations s'identifiant comme « autochtones » (Hunde, Nyanga et Tembo) se sont opposées à celles qu'elles qualifiaient de non autochtones (rwandophones et, à cette époque, principalement Hutu) (Mararo 1997 ; Vlassenroot & Huggins 2005 ; Mathieu *et al.* 1997). Des milices ethniques locales ont été formées. Alors que la cause immédiate de ce conflit était les élections locales, les affrontements violents de cette époque étaient aussi le résultat de l'affaiblissement du régime de Mobutu. Ce dernier a utilisé « l'autochtonie » comme charnière d'une politique ethnique, mettant ainsi de l'huile sur le feu des tensions déjà existantes (Mararo 1997). Ces affrontements ont duré six mois, ont probablement fait autour de 10 000 victimes et ont provoqué au moins 250 000 déplacés (Mathieu *et al.* 1997). Beaucoup de Hunde, y compris le *mwami* Sylvestre Bashali, ont ainsi fui à Kitchanga (OHCR 2010 : 59). Ce mouvement du *mwami* explique peut-être pourquoi autant de déplacés hunde l'ont suivi à Kitchanga.

Après une période de « paix » tendue, le génocide de 1994 au Rwanda et l'afflux des réfugiés hutu au Congo ont, de nouveau, bouleversé le paysage politique de l'Est du Congo. Au moins 850 000 de ces réfugiés se trouvaient au Nord-Kivu, riverain de Goma et de Sake (Prunier 2008). Certains Hutu ont commencé à collaborer avec le leadership des réfugiés hutu, des éléments des FAR (Forces armées rwandaises) et les *Interahamwe*, responsables du génocide au Rwanda. Les antagonismes locaux de l'ère 1992-1994 ont pris une dimension régionale, alors que les intérêts de ces réfugiés hutu rwandais extrémistes se sont mis en collusion avec ceux des milices hutu congolaises (Vlassenroot & Huggins 2005). Les camps de réfugiés au Congo ont été utilisés pour lancer des attaques contre le Rwanda et sur le sol congolais.

Ensuite, des Tutsi congolais ainsi que des populations « autochtones » ont été attaqués par des milices hutu, provoquant d'autres vagues de déplacement interne (Longman & Fleischman 1996 ; Rafti 2006).

La violence qui s'est ensuivie a renforcé le statut de « ville-refuge » de Kitchanga. En conséquence, 19 000 personnes déplacées se sont rassemblées à Kitchanga en 1996, pour la plupart des Hunde. Cela a fait de Kitchanga la plus grande concentration d'autochtones dans cette partie de Masisi (UN, Department of Humanitarian Affairs 1997). Compte tenu de la position numérique faible des Hunde dans l'ensemble du territoire de Masisi (les Hutu en font la majorité), cela a fait de Kitchanga un site important de mobilisation ethnique.

La forte concentration des Hunde et de personnes déplacées, mais aussi des milices hunde utilisant Kitchanga comme base stratégique pour attaquer les villages environnants, en ont fait une cible importante pour les milices hutu locales et les Hutu rwandais, qui l'ont attaqué à plusieurs reprises (UN, Department of Humanitarian Affairs 1997). Les Hunde n'étaient cependant pas les seuls à trouver refuge à Kitchanga. Presque tous les Tutsi de Masisi et de Rutshuru ont été déplacés, la plus grande partie d'entre eux se retrouvant finalement au Rwanda (Stearns 2013). Les Tutsi étaient relativement en sécurité à Kitchanga, du fait de la présence importante de Hunde par rapport aux Hutu et, selon Scott, à cause de l'intégration locale des Tutsi dans la région, à cette époque (Scott 2008 : 81). En mai 1996, Kitchanga a offert refuge à plus d'un millier de Tutsi qui avaient fui le massacre des forces hutu dans le monastère voisin de Mokoto (OHCR 2010 : 62).

La crise des réfugiés rwandais sur le sol congolais s'est intensifiée et a culminé dans la « Première Guerre du Congo », au cours de laquelle l'AFDL (Alliance des Forces démocratiques pour la Libération du Congo) de Laurent Kabila, soutenue par le régime rwandais, a renversé Mobutu, en mai 1997 (Turner 2007). Au Nord-Kivu, la rébellion était souvent perçue comme dominée par les Tutsi. La rébellion a donné aux milices déjà existantes une nouvelle raison d'être : celle d'une force anti-Tutsi luttant contre l'occupation étrangère (Vlassenroot & Van Acker 2001 : 52). L'année 1998 a marqué le début de la Deuxième Guerre du Congo. Laurent Kabila a eu des litiges avec ses alliés rwandais et a tenté de les expulser. Entre 1998 et 2003, la quasi-totalité de l'Est du Congo est passée sous le contrôle du mouvement rebelle RCD (Rassemblement congolais pour la Démocratie). Ce mouvement était dominé par des rwandophones (Hutu et Tutsi) et soutenu par le Rwanda et l'Ouganda.

Kitchanga est resté un site de refuge pendant l'ère du RCD. Comme dans d'autres endroits sous le contrôle du RCD, l'autorité « coutumière » a été réorganisée (Hoffmann & Vlassenroot 2014). Par exemple, le RCD a remplacé le *mwami* de Bashali-Mokoto par un proche du RCD, un certain Kapenda Muhima, fils d'un notable hunde local (CODHO 2004). L'autorité

des rebelles sur Kitchanga a conduit à une participation d'élites, (principalement) des rwandophones congolais, visant à contrôler les ressources locales. À Kitchanga et ses environs, ces élites politiques et militaires liées au RCD ont acquis de vastes concessions foncières, parfois par des moyens semi-légaux douteux et, dans certains cas, en chassant les occupants par le recours à la violence.

Plus important encore, Kitchanga est devenu un site important pour les « rapatriés » tutsi congolais du Rwanda et, en tant que tel, a acquis une importance stratégique dans la « politique de retour » du RCD. Ces Tutsi, qui avaient fui la RDC entre 1994 et 1996 (voir ci-dessus), étaient revenus par vagues successives sous le contrôle du RCD, avec l'encouragement actif (et parfois forcé) des élites du RCD (Pole Institut 2009 ; US Committee for Refugees and Immigrants 2002). Pour ce qui concerne Kitchanga, la plupart de ces rapatriés se sont installés vers 2002 à Kahe. Cette implication des élites démontre à nouveau les enjeux politiques qui ont fait de Kitchanga une agglomération importante. L'émergence de Kitchanga en tant que véritable « lieu de refuge » a ainsi commencé lors des Première et Deuxième Guerres du Congo. Au même moment, les événements de cette période ont également été les racines des futures luttes politisées et militarisées autour de Kitchanga.

4. Un refuge, mais pour qui ? De bastion rebelle au champ de bataille

« J'étais avec vous pendant la guerre de 92-93. [...] Je me souviens qu'à cette époque, Kitchanga était un lieu de rencontre pour tout le monde. Des personnes déplacées sont venues à Kitchanga des collines environnantes. Aujourd'hui, je suis heureux que beaucoup de gens soient venus des collines voisines pour s'installer à Kitchanga, qui est maintenant une ville cosmopolite. Nous tous, nous pouvons prendre Kitchanga comme lieu de réconciliation, un lieu de changement où tout le monde peut vivre en paix¹⁵. »

Ce sont les paroles de Laurent Nkunda, s'adressant à la population de Kitchanga en 2006, peu de temps après la fondation de son mouvement rebelle CNDP. Ces mots reflètent clairement la relation entre la croissance de Kitchanga, l'historique du déplacement interne et son caractère de lieu de refuge. La notion de « ville cosmopolite » fait référence à la « diversité » démographique et aux caractéristiques urbaines de Kitchanga.

¹⁵ Transcrit du DVD du Congrès national pour la Défense du Peuple, « Le Pèlerinage de la Réconciliation », juillet 2006.

En 2003, après plusieurs accords de paix, la paix semblait être revenue au Congo. Malheureusement, cela n'a pas duré, car de nombreux anciens rebelles n'ont pas accepté ces accords. L'un d'entre eux était Laurent Nkunda, un général dissident tutsi lié à l'ancien gouvernement du RCD. Il a ensuite lancé un nouveau mouvement rebelle en 2005, motivé par le besoin de la protection de la communauté tutsi, mais aussi par des intérêts économiques de certaines élites (Stearns 2008).

Peu de temps après son retour sur la scène politique et militaire, Nkunda s'est installé à Kitchanga où il avait été enseignant au début des années 1990 (Scott 2008 : 76). Des défections de l'armée congolaise FARDC (Forces armées de la République démocratique du Congo) ont suivi, et beaucoup de ces déserteurs se sont dirigés vers Kitchanga (Barouski 2007 : 208). Le CNDP a étendu son influence sur certaines parties de la province du Nord-Kivu et en particulier à Masisi et à Rutshuru. La montée du CNDP a suscité l'émergence d'autres groupes armés dans la région.

Il semble que ce ne soit qu'en 2006 que la base de Nkunda à Kitchanga est devenue plus permanente et a été transformée en l'une des « capitales » du CNDP à Masisi. Cela a renforcé l'importance politique de Kitchanga. À partir de sa situation géographique – la connexion de trois territoires différents (Rutshuru, Masisi et Walikale) – il y a probablement plusieurs autres raisons pour lesquelles Kitchanga a été choisi par Nkunda comme son bastion. Comme pour d'autres bases du CNDP (Kilolirwe et Mushaki), Kitchanga avait une forte concentration de rapatriés congolais tutsi ; leur retour a été l'un des principaux points d'action du CNDP (Pole Institut 2009). Le CNDP contrôlait également de vastes étendues de terres dans et autour de Kitchanga (souvent acquises à l'époque du RCD), et l'accaparement des terres se poursuivait ainsi.

Cette dynamique de l'urbanisation « rebelle » révèle l'importance des mécanismes politiques et militaires pour comprendre l'urbanisation permanente de Kitchanga.

L'intégration officielle du CNDP dans l'armée congolaise en 2009, après l'arrestation de Laurent Nkunda, n'a pas mis fin au contrôle du mouvement sur la région. Au sein des FARDC, le CNDP gardait une structure de commandement distincte qui lui permettait de garder le contrôle. Au cours de cette période, Kitchanga est devenu un « État dans l'État », géré sous le drapeau du CNDP par une administration parallèle. Les forces de police à Kitchanga étaient administrées par le CNDP et les taxes étaient perçues au profit du CNDP au lieu de celui du gouvernement provincial (UN Group of Experts 2009).

Avec sa forte concentration démographique, Kitchanga représentait une base d'imposition stable pour le CNDP ainsi qu'un bassin de main-d'œuvre disponible dans la région. Les taxes sur le bétail, le transport routier, les activités commerciales, les marchés et le loyer des logements figuraient parmi

les sources de revenus urbains du CNDP (Faul 2010 ; Stearns 2009). Selon des sources locales, les activités commerciales fleurissaient sous l'administration du CNDP¹⁶. Même après l'intégration officielle du CNDP dans l'armée, les régiments FARDC composés d'anciens soldats du CNDP ont continué à taxer la population et la circulation routière, et la force a été utilisée pour l'exploitation du bois et du charbon dans le Parc national (UN Group of Experts 2011).

À la suite de l'émergence du CNDP, des affrontements entre l'armée congolaise, le CNDP et des groupes armés locaux tels que l'APCLS (Alliance des Patriotes pour le Congo libre et souverain) ont de nouveau déstabilisé le Nord-Kivu. Comme beaucoup d'autres groupes, l'APCLS, fondée en 2008 et dominée par des Hunde, s'est mobilisée contre le retour des réfugiés tutsi et l'accès à la terre pour la communauté hunde, même si l'opportunisme l'emporte souvent sur l'idéologie (Stearns 2014). La violence a culminé entre octobre 2007 et novembre 2008, provoquant de nouvelles vagues de déplacement forcé à Masisi et à Rutshuru. Les camps des déplacés autour de Kitchanga sont un héritage de cette période. La présence et l'influence des groupes armés ont de plus en plus militarisé les tensions ethniques existantes et les ont rendues plus violentes.

Le M23 a été fondé en 2012 comme successeur du CNDP, dirigé par le général Bosco Ntaganda et une partie de l'ancienne élite du CNDP. Même après que les FARDC eurent officiellement pris le contrôle de Kitchanga, les mandataires du M23 (et de l'ex-CNDP) réussirent encore à exercer un certain contrôle sur l'agglomération. En février 2013, cela a mené à l'un des épisodes les plus violents de l'histoire de Kitchanga, lorsque des membres de l'APCLS ont affronté la 812^e brigade de l'armée congolaise. Le commandant de cette brigade, le colonel Mudahunga, était un Tutsi congolais et un ancien commandant du CNDP proche de Bosco Ntaganda, ancien dirigeant du M23. Selon les rumeurs, il aurait essayé d'installer Kitchanga comme base arrière pour le M23 dans la région. En janvier 2013, 300 hommes de l'APCLS ont été envoyés à Kitchanga afin d'être intégrés dans l'armée congolaise (UN Group of Experts 2013). Cependant, ces ex-APCLS ont utilisé leur présence à Kitchanga pour arrêter des personnes qu'ils soupçonnaient d'avoir des liens avec le M23. Mudahunga, à son tour, a essayé de les empêcher d'interférer. Il a accusé la population hunde de Kitchanga de soutenir les APCLS démobilisés, en même temps qu'il était lui-même soupçonné d'avoir armé des jeunes dans le camp de déplacés de Kahe.

Après l'entrée des soldats de l'APCLS à Kahe et l'incendie d'une partie du camp, le 26 février 2013, la tension s'est transformée en conflit ouvert. Le 27 février 2013, des APCLS non démobilisés ont commencé à

¹⁶ Entretien avec un entrepreneur et entretien avec un agent de l'État (Kitchanga, mai 2016).

avancer vers l'agglomération et ont attaqué le 812^e régiment de Mudahunga. Ostensiblement pour arrêter leur avance, Mudahunga a lancé des tirs de mortier sur Kitchanga, faisant beaucoup de dégâts dans les quartiers. Au cours de ces combats acharnés sur Kitchanga, 146 personnes sont mortes (pour la plupart des Hunde), 518 maisons ont été incendiées et de nombreuses entreprises ont été pillées et détruites¹⁷. Ces événements démontrent encore une fois comment des « sites de refuge » sont utilisés comme une source de mobilisation par différents acteurs. Comme nous le démontrerons dans la suite de cette étude, la position stratégique de Kitchanga dans les luttes régionales (ethniques) n'est pas seulement l'effet de la politique du refuge et du déplacement forcé, mais aussi de la politique d'expansion urbaine.

5. Localité, commune ou ville ? La politique de l'urbanisation

Dans la phase la plus récente de l'histoire complexe de Kitchanga, le processus d'urbanisation lui-même a fait partie des luttes politiques pour le contrôle de la « ville ». Dans cette phase finale de notre aperçu historique, la politique de l'urbanisation (Darling 2016) devient encore plus explicite. Cette lutte politique met en évidence le potentiel mobilisateur d'identités urbaines, mais aussi le potentiel mobilisateur de l'urbanisation dans un contexte de conflit violent et de décentralisation. Contrairement à ses caractéristiques de plus en plus urbaines, le statut administratif de Kitchanga n'a pas changé en conséquence, bien qu'en théorie la loi de la décentralisation doive permettre de le transformer en une commune – selon la réponse donnée à la question de savoir si Kitchanga est le chef-lieu de la chefferie ou non (RDC 2008). Il y a de fortes indications que cette situation soit plutôt le reflet d'une décision politique, enracinée aussi dans une idéologie de l'autochtonie.

En principe, Kitchanga (du côté de Masisi) est considéré administrativement comme un conglomérat de plusieurs villages ou collines dirigés par des chefs de village, dans le contexte administratif plus large de la chefferie, qui a un statut juridique distinct dans la loi de la décentralisation de 2008. En réalité, ces subdivisions sont invisibles, et à Kitchanga, les gens se réfèrent aux quartiers et aux chefs de quartiers, en utilisant un vocabulaire « urbain ». Le statut administratif officiel de Kitchanga est un facteur déterminant dans la manière dont il est gouverné, car ce statut détermine qui a l'autorité au sein d'une entité administrative donnée. Pour Kitchanga, cela signifie que les autorités coutumières de la chefferie sont celles qui

¹⁷ « Rapport de synthèse de la commission mixte gouvernement provincial dépêchée à Kitchanga après les événements de fin février début mars 2013 », en la possession des auteurs ; UN Group of experts (2013 : 27-28).

gouvernent le lieu, avec le Hunde *mwami* (roi) comme autorité suprême locale – qui n'est jamais élu, mais nommé par les structures coutumières. Le *mwami* est le représentant local du pouvoir d'État, tout en conservant une autonomie considérable. La chefferie a également le droit de prélever des taxes et de contrôler les terres.

Si le statut administratif de Kitchanga se transformait et qu'il devenait une commune ou une ville, tout cela changerait radicalement. Étant donné que les Hunde sont numériquement minoritaires dans leur propre chefferie (les Hutu y sont majoritaires), cela pourrait fortement modifier l'équilibre des pouvoirs à Kitchanga. En outre, en l'absence d'une représentation « coutumière » de la communauté rwandophone – et donc souvent de l'autorité politique locale – dans le territoire de Masisi (voir ci-dessus), le contrôle politique de certaines localités devient d'autant plus important, car c'est le seul moyen d'accéder *officiellement* à l'autorité politique locale. Des défis similaires se rencontrent dans d'autres villes émergentes dans les provinces du Kivu (Büscher *et al.* 2014).

Comme ces endroits occupent des nœuds stratégiques dans une dynamique plus large de pouvoir politique et militaire, de telles luttes de pouvoir locales sont facilement élevées à un niveau plus haut par l'implication des élites régionales et nationales. Au cours des discussions au niveau du parlement provincial, en 2010, sur la modification du statut administratif de Kitchanga, une résistance féroce a été entretenue par les membres Hunde du parlement provincial¹⁸. Ces derniers se sont servis d'un argument juridique pour justifier leur résistance : Kitchanga est le chef-lieu de la chefferie, et en tant que tel ne peut pas devenir une commune (RDC 2008). Cependant, cet argument est localement contredit, car selon l'interlocuteur, la position de Kitchanga en tant que chef-lieu est contestée. Certains habitants, principalement ceux appartenant à la communauté rwandophone, affirment que le chef-lieu officiel de la chefferie se trouve à Kiusha, à quelques kilomètres de Kitchanga¹⁹. En outre, plusieurs agglomérations beaucoup plus petites et moins urbanisées, avec peu d'opportunités commerciales, ont désormais été érigées en communes, ce qui suggère que le problème relève moins de préoccupations légales que de la question de savoir qui contrôle – et contrôlerait – ces agglomérations.

Ainsi, la manifestation susmentionnée de 2010 exigeant le statut de ville pour Kitchanga doit être interprétée dans ce contexte politique particulier, car elle a eu lieu en même temps que la question était discutée au parlement

¹⁸ Entretien avec un député de l'assemblée provinciale Goma, juin 2016.

¹⁹ La loi de 2008 sur la décentralisation ne stipule pas sur quelle base un chef-lieu peut être déterminé. La loi stipulant le statut des chefs coutumiers, art. 4, d'août 2015 stipule que « Le chef coutumier réside, selon le cas, au chef-lieu de la chefferie, du groupement ou dans son village » (RDC 2008).

provincial. Compte tenu du caractère sensible et politique de ces décisions, il n'est pas surprenant que, selon certains informateurs, les instigateurs de la manifestation aient été des politiciens non Hunde, et en particulier ceux ayant des liens avec le CNDP, ou la communauté rwandophone en général. La demande de reconnaissance administrative de Kitchanga comme ville a été interprétée localement par certains comme une stratégie politique pour chasser les Hunde du pouvoir²⁰.

Les réformes de décentralisation n'ont été mises en œuvre qu'à moitié, avant d'être suspendues du fait du report des élections locales. Cela a créé un vide politique et un contexte général de confusion à propos de l'autorité locale (Englebert & Kasongo 2015). En réaction à la loi de décentralisation de 2008, au Nord-Kivu, le gouverneur a officiellement aboli les « postes de territoire », et a nommé ensuite des fonctionnaires délégués, en utilisant Kitchanga comme cas d'étude²¹.

Cette décision a été perçue par la communauté locale Hunde à Kitchanga comme une stratégie permettant aux politiciens de renforcer leur contrôle et d'interférer dans les questions coutumières²². Bien que le premier délégué appartînt à la communauté ethnique tembo (localement considérée comme « autochtone »), il était également un ancien représentant du RCD et était donc considéré localement par certains comme envoyé à Kitchanga pour défendre les intérêts de la communauté rwandophone. Un de nos interlocuteurs y voyait une extension des anciennes revendications associées au CNDP pour transformer le statut de Kitchanga et placer Kitchanga sous un régime spécial²³. D'autres allèrent encore plus loin et affirmèrent que le gouvernement provincial avait l'intention de construire les bureaux de la chefferie et la résidence du *mwami* ailleurs, de sorte que Kitchanga puisse en théorie obtenir le statut de commune²⁴.

Ces conflits locaux et les perceptions populaires à leur égard doivent donc être compris dans le contexte de conflits plus larges sur l'autorité politique à Masisi. La mobilisation politique de la question complexe de « l'autochtonie » se reflète dans les conflits locaux jusqu'à l'échelle administrative la plus basse. Ce point ressort clairement des luttes politiques récentes à Kitchanga, où différentes communautés ethniques revendiquent la ville comme étant la leur, et comme c'est très souvent le cas, l'ethnicité et l'autochtonie deviennent les discours dominants de référence dans lesquels cette lutte est comprise. Les paroles de ce membre rwandophone de

²⁰ Entretien avec un membre des autorités coutumières, Kitchanga, mars 2015.

²¹ Entretien avec un fonctionnaire délégué, Kitchanga, juin 2016.

²² Plusieurs entretiens, mars 2015, et *focus group* communauté Hunde, Kitchanga, avril 2015.

²³ Entretien avec un membre des autorités coutumières, Kitchanga, mars 2015.

²⁴ Entretien avec un membre de la société civile Hunde, Kitchanga, mars 2015.

la société civile à Kitchanga, en 2015, peu après la nomination du premier délégué provincial, sont illustratifs :

« C'est nous (Hutu et Tutsi) qui avons depuis longtemps demandé un fonctionnaire délégué pour Kitchanga qui soit d'une autre communauté pour résoudre les problèmes liés à l'identitaire. Nous pensons que ceci réglerait le problème et c'est une fête pour nous, et je pense que Kitchanga est assez grand et que l'on ne doit plus être administré par le pouvoir coutumier²⁵. »

Le 30 janvier 2017, le fonctionnaire délégué a été suspendu de ses fonctions par le gouverneur de la province, sur la base d'accusations d'accaparement de terres et d'autres formes de non-respect de la loi (ACP 2017). Cela semble être une confirmation des activités d'accaparement des terres, de taxation illégale et d'exploitation des ressources dans le Parc national des Virunga dont les habitants de Kitchanga, quelle que soit leur communauté ethnique, l'accusaient en 2016²⁶.

Conclusion

Les tensions politiques actuelles à propos de la reconnaissance administrative de Kitchanga comme ville ne peuvent être comprises qu'en étudiant sa trajectoire historique, celle d'un village devenu une zone de refuge urbanisée. Cette trajectoire fait partie d'une dynamique plus générale de reconfigurations rurales-urbaines dans un contexte de conflit et de déplacements forcés dans l'Est du Congo. Dans un contexte politique de violence et de militarisation, cette urbanité est très conflictuelle. Les luttes de pouvoir locales pour le contrôle politique et le profit économique ont été intensifiées par l'implication des groupes armés et des élites politiques. Les facteurs d'attraction qui ont attiré les gens à Kitchanga, la présence prolongée et l'installation permanente des personnes déplacées, le développement de ses marchés et sa position en tant que quartier général rebelle ont été tous influencés par des mécanismes politiques. La position stratégique de Kitchanga pour le RCD, le CNDP et même l'APCLS est un exemple de l'importance politique des centres urbains et du caractère politique de leur expansion.

L'étude de ces dynamiques de contestation montre à quel point l'urbanisation des villes émergentes est à la fois « le produit » et « le producteur » de luttes politiques ou militaires. Cela démontre, en outre, qu'il est non seulement important de reconnaître ces villes émergentes comme lieux cruciaux de conflit et de paix (Björkdahl & Buckley-Zistel 2016), mais aussi

de comprendre comment la nature urbaine et l'urbanisation produisent des conflits et la paix.

Émergeant d'un nexus entre l'insécurité et les moyens d'existence, ces villes en expansion rapide comme Kitchanga deviennent de nouveaux centres clés dans des constellations politiques, économiques et militaires plus larges. Cette étude a souligné l'importance des centres urbains secondaires en tant que nœuds spatiaux dans les géographies politiques régionales de migration et de déplacement forcé. Elle a démontré également comment les mesures de décentralisation inachevées ont néanmoins un impact au niveau local, et comment les villes émergentes jouent un rôle important dans ce processus. Ainsi, les transformations rurales-urbaines apparaissent non seulement comme le résultat, mais également comme un mécanisme en soi, de la politique de refuge, du conflit violent et du déplacement forcé. Cette analyse de l'émergence de Kitchanga nous donne une perspective critique sur le rôle futur possible des centres urbains comme Kitchanga dans le processus du développement « durable » et « décentralisé » en RDC.

L'urbanisation de Kitchanga a renforcé la mobilité rurale-urbaine et l'ouverture de « zones rurales profondes », tout en offrant la sécurité et la protection dans un contexte de violence. Pour mettre à profit le pouvoir de transformation de « l'urbain » et la nature des villes en tant que « laboratoires du changement » (Robinson 2006), des « villes » comme Kitchanga sont des sites clés, qui ont intérêt à être étudiées en profondeur. Dans cette étude, l'interaction dynamique entre l'urbanisation et le conflit violent est essentielle. Comme le cas de Kitchanga le démontre, une telle étude ne peut considérer l'urbanisation comme un processus isolé. Dans un contexte où la composition démographique urbaine est le résultat du déplacement forcé et où les changements de statut administratif se traduisent par une mobilisation ethnique, une approche intégrée est nécessaire. Notre analyse démontre que le conflit violent ne doit pas seulement être compris comme un facteur qui détermine (ou pousse à) l'urbanisation à partir de l'extérieur, mais aussi comme mécanisme central ou logique à travers lequel l'urbanisation elle-même se déroule. Comme le cas de Kitchanga l'a démontré, dans de telles conditions, des interventions de l'extérieur doivent prendre en compte le fait que le processus de l'urbanisation est un processus politique, sinon elles peuvent être source de tensions et de conflits, au lieu de les prévenir.

²⁵ Entretien avec un représentant de la société civile rwandophone, Kitchanga, avril 2015.

²⁶ Plusieurs entretiens et conversations informelles, Kitchanga, mai 2016.

Bibliographie

- ACP. 2017 (3 février). « Suspension du délégué du gouverneur du Nord-Kivu à Kitchanga, Goma ». En ligne : <http://acpcongo.com/acp/suspension-delegue-gouverneur-nord-kivu-a-kitchanga/> (consulté le 6 janvier 2018).
- Bakewell, O. & Bonfiglio, A. 2013. *Moving Beyond Conflict: Re-framing Mobility in the African Great Lakes Region*. Oxford : International Migration Institute, University of Oxford (« Working Paper for the African Great Lakes Mobility Project », 69).
- Banque mondiale. 2018. *Revue de l'urbanisation en République démocratique du Congo : des villes productives et inclusives pour l'émergence de la République démocratique du Congo*. Washington, DC : Banque mondiale, Direction du Développement.
- Beall, J., Goodfellow, T. & Rodgers, D. 2011. *Cities, Conflict and State Fragility*. Londres : London School of Economics and Political Science, Department of International Development (« Crisis States Working Paper Series », 85). En ligne : <http://eprints.lse.ac.uk/39766/> (consulté le 5 juillet 2018).
- Barouski, D. 2007. « Laurent Nkundabware, His Rwandan Allies, and the Ex-ANC Mutiny: Chronic Barriers to Lasting Peace in the Democratic Republic of the Congo ».
- Bertrand, M. & Dubresson, A. (éd.). 1997. *Petites et moyennes villes d'Afrique noire*. Paris : Karthala.
- Björkdahl, A. & Buckley-Zistel, S. (éd.). 2016. *Spatializing Peace and Conflict: Mapping the Production of Places, Sites and Scales of Violence*. Springer.
- Boas, M. & Dunn, K. 2014. « Peeling the onion: Autochthony in North Kivu, DRC ». *Peacebuilding* 2 (2) : 141-156.
- Branch, A. 2013. « Gulu in war... and peace? The town as camp in northern Uganda ». *Urban Studies* 50 (15) : 3152-3167.
- Bryceson, D. & Mackinnon, D. 2012. « Mining & urbanisation in Africa: Population, settlement and welfare ». *Journal of Contemporary African Studies* 30 (4) : 513-723.
- Büscher, K. 2012. « Urban governance beyond the state: Practices of informal urban regulation in the city of Goma, Eastern DR Congo ». *Urban Forum* 23 : 483-499.
- Büscher, K. 2018a. « Urbanisation and the political geographies of violent struggle for power and control: Mining boomtowns in Eastern Congo ». In C. Ammann & T. Förster, *African Cities and the Development Conundrum*. Leiden : Brill/Nijhoff (« International Development Policy », 10), pp. 302-324.
- Büscher, K. 2018b. « African cities and violent conflict: The urban dimension of conflict and post conflict dynamics in Central and Eastern Africa ». *Journal of Eastern African Studies* 12 (2) : 193-210.
- Büscher, K., Cuvelier, J. & Mushobekwa, F. 2014. « La dimension politique de l'urbanisation minière dans un contexte fragile de conflit armé : le cas de Nyabibwe ». In *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2013-2014*. Paris : L'Harmattan, pp. 243-268.

- Büscher, K. & Mathys, G. 2018. « War, displacement and rural-urban transformation: Kivu's boomtowns, Eastern DR Congo ». *The European Journal of Development Research* 30 (100) : 1-19.
- CCM. 2015. « Statistiques sites de déplacement du Nord-Kivu au 25 novembre 2015 ». En ligne : https://www.humanitarianresponse.info/ru/system/files/documents/files/2015_12_25_statistiques_sites_de_deplacement_cccm_sector_0.pdf (consulté le 7 janvier 2018).
- CODHO. 2004 (21 mars). « RDCongo/Province du Nord Kivu : tortures dans des "ndaki" ou cachots souterrains, c'est assez ». En ligne : <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rdcongo-province-du-nord-kivu-tortures-dans-des-ndaki-ou-cachots> (consulté le 17 décembre 2017).
- Congrès national pour la Défense du Peuple. 2006 (juillet). *Le Pèlerinage de la réconciliation*. DVD.
- Darling, J. 2016. « Forced migration and the city: Irregularity, informality, and the politics of presence ». *Progress in Human Geography* 41 (2) : 178-198.
- De Boeck, F., Cassiman, A. & Van Wolputte, S. 2010. *Recentering the City: an Anthropology of Secondary Cities in Africa*. Leuven : IARA.
- Dobler, G. 2009. « Oshikango: the dynamics of growth and regulation in a namibian boom town ». *Journal of Southern African Studies* 35 (1) : 115-131.
- Englebert, P. & Kasongo, E. 2015. « Misguided and misdiagnosed: The failure of decentralization reforms in the DR Congo ». *African Studies Review* 59 (1) : 5-32.
- Faul, M. 2010 (6 août). « Emerging Congo mini-states raises fears of conflict ». *CongoForum*. En ligne : <http://www.congoforum.be/en/nieuwsdetail.asp?subitem=1&newsid=168132&Actualiteit=selected> (consulté le 23 novembre 2017).
- Geenen, K. 2012. « How the people of Butembo (RDC) were chosen to embody "the New Congo": Or what the appearance of a poster in a city's public places can teach about its social tissue ». *International Journal of Urban and Regional Research* 36 (3) : 448-461.
- Hoffmann, K. & Vlassenroot, K. 2014. « Armed groups and the exercise of public authority: The cases of the Mayi-Mayi and Raya Mutomboki in Kalehe, South Kivu ». *Peacebuilding* 2 (2) : 202-220.
- Huening, L.-C. 2013. « Making use of the past: The rwandophone question and the "balkanisation of the Congo" ». *Review of African Political Economy* 40 (135) : 13-31.
- IRIN. 2013 (6 mars). « Briefing: Militias in Masisi ». En ligne : <http://www.irin-news.org/fr/node/253267> (consulté le 6 juillet 2018).
- Jackson, S. 2006. « Sons of which soil? The language and politics of autochthony in Eastern DR Congo ». *African Studies Review* 49 (2) : 95-123.
- Jackson, S. 2007. « Of "doubtful nationality": Political manipulation of citizenship in the DR Congo ». *Citizenship Studies* 11 (5) : 481-500.
- Jansen, B. 2018. *The Accidental City*. Londres : Zed Books.
- Lemarchand, R. 1970. *Rwanda and Burundi*. New York : Praeger Publishers.

- Longman, T.-P. & Fleischman, J. 1996. *Zaire: Forced to Flee. Violence Against the Tutsis in Zaire*. Human Rights Watch.
- Mararo, B. 1990. « Land Conflicts in Masisi, Eastern Zaire: The Impact and Aftermath of Belgian Colonial Policy (1920-1989) ». Thèse. Indiana University.
- Mararo, B. 1997. « Land, power, and ethnic conflict in Masisi (Congo-Kinshasa), 1940s-1994 ». *The International Journal of African Historical Studies* 30 (3) : 503-538.
- Markus, R., Jacobs, C. & Nguya, G. 2015. « “Si Dieu t’envoie de l’aide tu ne peux pas refuser”. Continuous displacement, vulnerability and humanitarian aid in protracted conflicts in the DRC ». In *L’Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2014-2015*. Paris : L’Harmattan, pp. 107-126.
- Mathieu, P., Mafikiri Tsongo, A. & Matabaro Mugangu, S. 1997. « Compétition foncière, confusion politique et violences au Kivu : des dérives irréversibles ? » *Politique africaine* 67 : 130-136.
- Mathys, G. 2017. « Bringing history back in: Past, present, and conflict in Rwanda and the Eastern Democratic Republic of Congo ». *The Journal of African History* 58 (3) : 465-487.
- Mathys, G. & Büscher, K. 2018. « Urbanizing Kitchanga: Spatial trajectories of the politics of refuge in North Kivu, Eastern Congo ». *Journal of Eastern African Studies* 12 (2) : 232-253.
- Mediacongo.net. 2016 (24 février). « Nord-Kivu : Ban Ki-moon dans un camp de déplacés à Kitchanga ». En ligne : <http://www.mediacongo.net/article-actualite-15932.html>
- Murairi Mitima, J.-B. 2005. *Les Bahunde aux pieds des volcans Virunga, RD Congo : histoire et culture*. Paris : L’Harmattan.
- Nguya-Ndila Malengana, C. 2001. *Nationalité et citoyenneté au Congo-Kinshasa : le cas du Kivu*. Paris : L’Harmattan.
- OHCHR. 2010. « Democratic Republic of Congo 1993-2003: Report of the Mapping Exercise Documenting the Most Serious Violations of Human Rights and International Humanitarian Law Committed within the Territory of the Democratic Republic of Congo between March 1993 and June 2003 ».
- Perouse de Montclos, M. & Mwangi Kagwanja, P. 2000. « Refugee camps or cities? The socio-economic dynamics of the Dadaab and Kakuma camps in Northern Kenya ». *Journal of Refugee Studies* 13 (2) : 205-222.
- Peyton, D. 2018. « Wartime speculation: Property markets and institutional change in eastern Congo’s urban centers ». *Journal of Eastern African Studies* 12 (2) : 211-231.
- Pole Institut. 2009 (décembre). « Le retour des réfugiés congolais du Rwanda : à qui profite la peur ? Un dossier du Pole Institute, Goma, décembre 2009 ». Goma : Pole Institut.
- Prunier, G. 2008. *Africa’s World War: Congo, the Rwandan Genocide, and the Making of a Continental Catastrophe*. Oxford University Press.

- Radio Okapi. 2010 (5 mars). « Kitchanga : des gens ont marché pour réclamer le statut d’une ville ». En ligne : <https://www.radiookapi.net/actualite/2010/03/05/kitchanga-des-gens-ont-marche-pour-reclamer-le-statut-d%25e2%2580%2599une-ville> (consulté le 6 juillet 2018).
- Rafti, M. 2006. « Rwandan Hutu rebels in Congo/Zaire, 1994-2006: An extra-territorial civil war in a weak state ». In *L’Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2005-2006*. Paris : L’Harmattan, pp. 55-83.
- RDC. 2008. *Loi organique n° 08/016 du 07 octobre 2008 portant composition, organisation et fonctionnement des Entités territoriales décentralisées et leurs rapports avec l’État et les provinces*. En ligne : <http://www.leganet.cd/Legislation/Droit%20Public/Administration.ter/L.08.16.17.10.2008.htm> (consulté le 6 juillet 2018).
- RDC, ministère de l’Agriculture. 2015 (décembre). « Résultats préliminaires de l’enquête de ciblage basé sur la vulnérabilité à l’insécurité alimentaire des ménages vivant dans les sites de déplacement de la province Nord Kivu ». En ligne : <https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp281050.pdf?iframe> (consulté le 11 juillet 2018).
- Robinson, J. 2006. « Inventions and interventions: Transforming cities – An Introduction ». *Urban Studies* 43 (2): 251-258.
- Scott, S.A. 2008. *Laurent Nkunda et la rébellion du Kivu : au cœur de la guerre congolaise*. Paris : Karthala.
- Stearns, J. 2008. « Laurent Nkunda and the National Congress for the Defence of the People (CNDP) ». In *L’Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2008*. Paris : L’Harmattan, pp. 245-67.
- Stearns, J. 2009 (16 novembre). « CNDP and the logic of disorder ». Congo Research Group. En ligne : <http://congoresearchgroup.org/whither-cndp/> (consulté le 11 janvier 2019).
- Stearns, J. 2013. *PARECO: Land, Local Strongmen, and the Roots of Militia Politics in North Kivu*. Londres : Rift Valley Institute.
- Stearns, J. 2014. « Causality and conflict: Tracing the origins of armed groups in the Eastern Congo ». *Peacebuilding* 2 (2) : 157-171.
- Tegera, A. 2009. « Les Banyarwanda du Nord-Kivu (RDC) au XX^e siècle : analyse historique et socio-politique d’un groupe transfrontalier (1885-2006) ». Thèse de doctorat. Paris, Université Panthéon-Sorbonne.
- Turner, T. 2007. *The Congo Wars: Conflict, Myth and Reality*, Londres : Zed Books.
- Udelsmann Rodrigues, C. 2017. « Urban modernity versus the blood diamond legacy: Angola’s urban mining settlements in the aftermath of war ». *Journal of Southern African Studies* 43 (6) : 1215-1234.
- UN, Department of Humanitarian Affairs. 1997. « IRIN Briefing Part IV, February 28, 1997 ». En ligne : http://www.africa.upenn.edu/Hornet/irin_brf2287.html (consulté le 10 juillet 2018).
- UN Group of Experts on the DRC. 2009 (14 mai). *Interim report of the Group of Experts on the DRC submitted in accordance with paragraph 8 of Security Council resolution 1857*. UN Security Council, S/2009/253.

UN Group of Experts on the DRC. 2011 (29 novembre). *Final report of the Group, prepared in pursuance of paragraph 5 of Security Council resolution 1952 (2010)*. UN Security Council, S/2011/738.

UN Group of Experts on the DRC. 2013 (13 juillet). *Midterm report of the Group of Experts on the Democratic Republic of the Congo*. UN Security Council, S/2013/433.

UNOCHA. 2015 (février). « Rapport Zone de Kitchanga. Semaine du 13 au 20 février 2015 ».

US Committee for Refugees and Immigrants. 2002 (16 décembre). « The Forced Repatriation of Congolese Refugees Living in Rwanda ». En ligne sur : <http://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/forced-repatriation-congolese-refugees-living-rwanda> (consulté le 6 juillet 2018).

Vlassenroot, K. & Huggins, C. 2005. « Land, migration and conflict in Eastern DRC ». In C. Huggins & J. Clover (dir.), *From the Ground up: Land Rights, Conflict and Peace in Sub-Saharan Africa*. Pretoria : Institute for Security Studies, pp. 115-195.

Vlassenroot, K. & Van Acker, F. 2001. « War as exit from exclusion? The formation of Mayi-Mayi militias in Eastern Congo ». *Afrika Focus* 17 (1-2) : 51-77.

Archives

Archives africaines Bruxelles (AAB)

Delcourt (directeur de l'AIMO). 1953. « Note pour monsieur le chef du service du contentieux. Émigration des Banyarwanda au Kivu ». AAB, RWA 355.

Rapports annuels Masisi des années 1940 et 1950. AAB, RA/AIMO 142-143.

CORPORATE SOCIAL RESPONSIBILITY AND PATRONAGE: EFFECTS ON POPULAR MOBILISATION IN DRC'S OILFIELDS, MUANDA

*Patrick Edmond & Kristof Titeca*¹

‘The local population don’t have information on retrocession.
For them, what matters is that the sons of the territory are employed.’
Interview 48: 17 November 2017

‘When the people become hungry, they eat and close their eyes.
It just takes knowledge.
All you need is to know the truth. But Perenco doesn’t like to be unveiled.
They isolate you and the thing is broken.’
Interview 36: 9 November 2017

Introduction

At the diminutive coast of the Democratic Republic of the Congo (DRC), around the town of Muanda, are the country’s only productive oil blocks. Onshore and offshore wells pump 25,000 barrels a day (EITI 2012: 30). These are run primarily by Perenco, a Franco-British international company. When oil prices were high in the years before 2014, this production provided nearly half a billion dollars to DRC’s state revenue (EITI 2015a: 7). Yet, as regularly remarked by locals, Muanda’s poverty stands in stark contrast to the bright lights of Angola’s oil towns on the Soyo peninsula, visible across the mouth of the Congo river. Locals are largely convinced that the benefits of production are not shared much at local level.²

The primary reason for this is that the taxes and other state revenues derived from oil are not shared with local state administrations. Retrocession to the provincial level is limited. In turn, the province retrocedes next to

¹ Patrick Edmond is an independent researcher. Kristof Titeca is an assistant professor at the Institute of Development Policy, at the University of Antwerp.

² Angolan oil production is also well known to locals. The illicit trade of Angolan oil from both Soyo and Cabinda has long been a staple economic activity for the fishermen of Muanda.